

Programme canadien de bourses

Les étudiants québécois réclament leur part



PATRICE
GAUDREULT
pgaudreault@ledroit.com

« Les étudiants veulent leur argent! Harper nous fait pas peur! » Les pieds gelés, mais le sang bouillant, plus de 200 étudiants québécois de niveau collégial ont manifesté sur la colline du Parlement, hier, pour réclamer 118 millions\$ du gouvernement fédéral.

En octobre, les fédérations étudiantes avaient exigé que Québec reçoive sa part du gâteau fédéral avant le 5 janvier, à midi. Hier, les manifestants provenant des quatre coins de la province ont multiplié les slogans devant un édifice pratiquement désert, au moment même où les cloches de la Tour de la Paix résonnaient à douze reprises.

« Ça fait trois mois qu'on a lancé l'ultimatum, et ça fait encore bien plus longtemps que les conservateurs refusent de nous parler. On est *tannés*. Mainte-



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Plus de 200 étudiants québécois de niveau collégial ont manifesté sur la colline du Parlement, hier, pour réclamer 118 millions\$ du gouvernement fédéral.

nant, on part en guerre» a déclaré Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Bourses du millénaire

La journée d'hier marquait la dissolution de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, créée il y a une

décennie par le gouvernement Chrétien. Le Programme canadien de bourses aux étudiants prend le relais, doté d'un budget annuel frisant les 507 millions\$. Depuis le 1^{er} août, quelque 245 000 étudiants canadiens bénéficient du nouveau programme. Québec souhaite à nouveau se retirer avec pleine compensation, mais

sans succès. Selon les fédérations étudiantes, entre 115 et 118 millions\$ sont ainsi « pris en otages » dans les coffres fédéraux.

« L'éducation, c'est une compétence provinciale. Quand une province se retire d'un programme, on s'attend à ce qu'elle reçoive sa juste part », dénonce le président de la FECQ.

Dans la foule réunie devant le parlement, un manifestant brandissait un chèque surdimensionné, arborant le logo conservateur et la (fausse) signature de Stephen Harper. Libellé au nom du Québec, il affichait un montant de 0\$. Dans un geste symbolique, marquant une rupture dans le dialogue, les étudiants ont remplacé leurs drapeaux blancs par des étendards violets, afin d'illustrer la colère (rouge) des Québécois (bleu). « On nous a parlé de fédéralisme d'ouverture, mais rien n'a changé », estime M. Lefebvre Boucher.

Alliés universitaires

Les associations étudiantes universitaires ont ajouté leur voix à leurs collègues du collégial, dénonçant à leur tour « l'attitude et l'incompétence » de Québec et d'Ottawa. « Nous allons interpeller ces gouvernements, même celui qui ne veut pas gouverner », a indiqué le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean Grégoire, par voie de communiqué.

EN BREF

La redistribution du vaccin contre le H1N1 affectée par la baisse de la demande

TORONTO – Une baisse de la demande pour le vaccin contre la grippe A(H1N1) pourrait avoir un impact sur les efforts internationaux visant à redistribuer les doses non utilisées aux pays qui n'en ont pas. Le D^r Marie-Paule Kieny, de l'Organisation mondiale de la santé, affirme que certains pays bénéficiaires pourraient réévaluer le nombre de vaccins qu'ils veulent recevoir de l'organisme. Selon le D^r Kieny, l'impression qu'ont plusieurs que la menace représentée par le H1N1 est chose du passé pousse des États à se questionner sur l'énergie qu'ils devraient consacrer à la vaccination.



LA PRESSE CANADIENNE

6 janvier 2010 | Le Droit | LA PRESSE CANADIENNE

Teachers achètera les activités d'assurances hypothécaires d'AIG

TORONTO — Le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario (Teachers) est à la tête d'un consortium qui s'apprête à mettre la main sur les activités canadiennes d'assurances hypothécaires d'American International Group. Une porte-parole de Teachers a indiqué hier que United Guaranty Mortgage Insurance Company, une filiale d'AIG, était sur le point d'accroître sa part de marché. Teachers serait intéressé par le marché canadien des assurances hypothécaires, un secteur en pleine croissance. United Guaranty Canada est le deuxième assureur hypothécaire privé en importance au Canada. AIG, un des principaux assureurs de la planète, cherche à vendre plusieurs actifs pour rembourser le gouvernement américain, qui lui a prêté plus de 180 milliards\$ l'an dernier. Le secteur de l'assurance hypothécaire est en pleine croissance parce que le marché canadien de l'immobilier demeure robuste et que la valeur des maisons augmente. Teachers est un des plus importants investisseurs privés du monde, avec des actifs d'une valeur nette de 87,4 milliards \$ à la fin de l'an dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 ACTUALITÉS

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



À SURVEILLER: La Fondation des maladies du cœur en Outaouais est à la recherche de bénévoles pour la campagne Affichez votre cœur qui se tiendra en février. Pour information, composez le 819-771-8595.

L'héritage de Denis

Le passage à la « p'tite école », pour les plus vieux, ou à la polyvalente, pour les autres, a presque toujours été marqué par un personnage qui a laissé des traces dans nos vies.

Je me souviens de mon arrivée à la polyvalente. À 12 ans, j'étais dans un monde « d'adultes ». Pour moi, les grands du secondaire 5 représentaient l'autorité. Ils étaient rois et maîtres à l'intérieur de l'école, un édifice de trois étages aussi vaste que mon quartier. J'étais perdu. Je me sentais tellement petit dans ce nouveau milieu de vie. Pour être franc, j'avais la « chienne ».

Mon premier contact avec cette école fut un petit bonhomme, plus vieux que mon

père, et qui n'avait rien à voir avec l'austérité d'un directeur d'école ou le côté « flyé » des profs des années 70.

Olivier Dallaire était le surveillant de la grande salle commune de la polyvalente d'Arvida, dans mon Saguenay natal. Olivier ne nous donnait pas de devoirs et encore moins de leçons de moral. Olivier était un confident, un homme qui comprenait les jeunes et leur réalité de l'époque. Tout le monde l'aimait et son grand bureau vitré qui donnait une vue sur toute la salle était toujours rempli d'élèves.

Et dans toutes les écoles du Québec, on retrouve ce genre de personnage, encore aujourd'hui d'ailleurs.

Les jeunes et les adultes qui ont fréquenté certaines écoles de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées (CSCV) ont aussi eu leur « Olivier ».

Denis Parent a passé les 35 dernières années de sa vie à l'emploi de cette commission scolaire. Cet homme n'est pas un enseignant ni un membre de la direction. Ce concierge de métier a débuté sa carrière à l'école Ste-Famille de Thurso. Il a par la suite passé plusieurs années à la polyvalente de Buckingham (Hormisdas-Gamelin) pour ensuite être transféré à l'école Notre-Dame Auxiliatrice de Masson-Angers, aujourd'hui devenu le centre La Cité pour adultes en formation. Denis a verrouillé pour une

dernière fois la porte de l'école lors du congé des Fêtes. Il entreprend maintenant une nouvelle vie, celle de la retraite qu'il compte bien remplir en aidant les autres, surtout les gens du troisième âge.

C'est le contact humain au quotidien qui est le plus important dans ce qu'il a vécu dans le monde scolaire. Les échanges entre le personnel et les élèves ont alimenté sa vie pendant toutes ces années.

Comme Olivier l'a fait pour moi, Denis a sans doute marqué la vie de plusieurs d'entre vous. Comme pour cette fillette qui avait perdu la bague qu'elle avait reçue en cadeau dans le lavabo de la salle de bain de l'école. Denis, touché par

la grande tristesse de cette fillette, a démonté le système de tuyauterie pour finalement retrouver le bijou si précieux. Le valeureux concierge se rappellera également d'une certaine journée de juin 1996. Lors d'une inspection dans la salle des fournaises de l'école, Denis s'est retrouvé face à un iguane d'un mètre de long! On se demande encore comment le reptile s'est retrouvé dans le sous-sol d'une école primaire.

Alors voilà. Denis Parent quitte et amène avec lui tout un pan de l'histoire de la CSCV. Bonne retraite Denis et je me fais le porte-parole de tous ceux et celles qui vous ont croisé dans un couloir d'une école, en vous disant merci!

EN BREF

Les artistes se distribuent

Que vous soyez chanteur, auteur et peintre, il est tout aussi difficile de faire connaître son art au plus grand nombre.

Comment rejoindre les gens, distribuer et vendre ses œuvres pour espérer, un jour, vivre de son art.

Alors, Internet pourrait venir à la rescousse des artistes de la région et ainsi les aider à offrir leur art à toute la population.

La boutique virtuelle Distributions est lancée et dès ce matin, les artistes de différents domaines artistiques sont invités à en profiter.

Fondée par l'auteure-compositrice-interprète gatinoise Manon Charlebois, Distri-

buions est, dans les faits, une zone de distribution qui vient appuyer le travail des artistes de la région et d'ailleurs. Le site offre aux artistes de distribuer leur art, et ce, sans limite.

Vous pouvez donc, dès maintenant, visiter le site www.distributions.com et voir ce qu'ont à offrir nos artistes.

Opération réussie!

L'Opération Nez rouge Outaouais 2009 a pris fin dans la nuit du 31 décembre avec 138 bénévoles en poste et 147 accompagnements. Le nombre total de accompagnements pour les 11 soirées de l'édition 2009 en Outaouais est de 1879. L'an dernier, il y en avait eu 1818.

Même si le service est gratuit, les utilisateurs ont été géné-



Des « motards » au grand cœur

Les propriétaires de motocyclettes Harley-Davidson, regroupés au sein du chapitre Outaouais du Harley Owners group (HOG) profitent de leur passion pour la moto afin d'amasser des fonds pour divers organismes communautaires de la région. Récemment, ils ont remis un chèque de 1331 \$ à la Fondation des enfants diabétiques de l'Outaouais. Sur la photo, on retrouve Maurice Bergeron, Stéphane McGill, Ginette Renaud, Andréanne Vanasse et Gilles Girard.

reux avec une moyenne de dons autour des 18 \$ par accompagnement. Cet argent sera redistribué par Loisir sport Outaouais, maître d'œuvre de l'Opération Nez rouge Outaouais, par la remise de bourses à de jeunes athlètes et l'aide au financement de clubs sportifs amateurs de la région.

Pour plus de renseignements sur l'Opération Nez rouge, visitez le www.operationnezrouge.com.

Alex et Jacob en vedette

Deux jeunes de Gatineau jouent un rôle déterminant dans la promotion des œuvres de l'Association des Amputés de guerre.

Alex Boivin et Jacob Chaar

sont deux jeunes Gatinois qui comptent parmi les Vainqueurs de l'association, ce qui correspond au titre de porte-paroles de l'organisme.

Lors du dernier défi du père Noël qui avait lieu à Ottawa, Alex et Jacob étaient des ambassadeurs de la prudence de l'Association.

Alex, âgé de 12 ans, est amputé aux bras et au pied droit, et Jacob, âgé de 15 ans, est né sans main droite.

Ils sont inscrits au Programme pour enfants amputés (Les Vainqueurs) de l'association, qui offre à ses adhérents une aide financière pour l'achat de membres artificiels, un appui moral

et la possibilité de prendre part à des séminaires.

Pour plus d'information ou pour commander du matériel relatif à la sécurité, visitez le site amputesdeguerre.ca.

Les Meilleurs

Le 75^e anniversaire des rencontres des descendants de Damase Meilleur et Olyvine Beauchamp aura lieu le samedi 16 janvier dès 17 h.

Ce couple est à l'origine des familles Carrière, Bertrand, Chauvin, Maisonneuve, Turpin, Pariseau, Mongeau, Gervais et Potvin de la région.

Pour information, Marcel Pariseau au 819-243-6961.



Un ami pour toute la communauté

La Caisse populaire Vision poursuit sa mission de solidarité dans la communauté en remettant la somme de 1000 \$ à la Coopérative Ami Jeunesse. L'organisme a utilisé cette somme pour garnir les paniers de Noël qu'il a remis à des familles dans le plus grand besoin. La Coopérative Ami Jeunesse est un organisme à but non lucratif qui vient en aide à plus de 1500 familles d'Ottawa. Sur la photo, Jérôme Tremblay président de la Coopérative Ami Jeunesse, accompagné de Karen Jacob, agente de communication et vice associative à la Caisse populaire vision.

LEDROIT, LE MERCREDI 6 JANVIER 2010

Futur pont interprovincial

Des Gatinois participeront à l'étude environnementale

PATRICK DUQUETTE

pduquette@ledroit.com

Le conseiller Luc Angers a obtenu gain de cause. Des Gatinois participeront de près à l'étu-

de sur l'emplacement du futur pont interprovincial.

En novembre dernier, le conseiller du district des Promenades a réclamé une plus grande participation citoyenne à l'étude

environnementale sur les ponts.

Quelques semaines plus tard, la firme responsable de l'étude, AECOM-Delcan, a invité des citoyens à siéger au sein d'un « groupe de consultation publique ».

Hier, Luc Angers se disait à la fois surpris et heureux de voir que la Commission de la capitale nationale (CCN), maître d'œuvre de l'étude environnementale, a entendu ses doléances.

« Je vois ça comme un geste d'ouverture, un geste de disponibilité, ça démontre que la CCN ne veut pas complètement serrer la vis [...] Au moins, il y a une participation citoyenne dès le début du processus », a-t-il dit.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : **2010-01-05**

| | | | | | |
|--------------|--|--------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| Banco | 04 13 16 20 23 26 30 32 34 35 41 42 48 49 51 59 63 65 67 68 | Quotidienne | 3 517 4 1007 | Triples | 04 06 11 26 40 |
|--------------|--|--------------------|-----------------|----------------|-------------------|

Astro Jour - Mois - Année - Signe
04 JANVIER 63 POISSONS

Extra 4755989

Célébration 2010 **NE MANQUEZ PAS LE GALA LE 10 JANVIER 19H À TVA.**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Carrière Mode

Programmes Temps Plein
Admission en cours pour septembre 2010

Fashion Designer (2 ans)
Couturier (3^{ème} année)

Cours Temps Partiel
Hiver 2010
Début des cours le 18 janvier
de 17 h 30 à 20 h 30

Camp d'été jeunesse mode
Âge : 13 à 17 ans
Du 5 au 16 juillet 2010
Du 19 au 30 juillet 2010

Sessions d'information gratuites
Veuillez téléphoner au
(613) 241-5233

RICHARD ROBINSON
FASHION DESIGN ACADEMY / ACADEMIE DE DESSIN DE MODE

447 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1N 6Z4

Première rencontre

Une première rencontre du « groupe de consultation » a eu lieu en décembre dernier et deux autres sont prévues d'ici la fin de 2010. Outre des membres du public, le groupe compte aussi des « groupes communautaires et des intervenants ». Son mandat est notamment de « collaborer » à la préparation d'une nouvelle ronde de consultations publiques.

Parmi les Gatinois invités à siéger au sein du groupe de consultation publique figurent des opposants déclarés à un pont sur l'Île Kettle. En novembre dernier, Joël Jankovic et Pierre Tremblay ont exprimé leur désaccord face à ce choix « illogique » qui aurait pour effet de faire transiter 3800 camions par la montée Paiement. « Ils vont pouvoir avancer leur point de vue [...] Au moins, il y a un débat, au moins ils participent », a dit M. Angers.

Trois corridors ont été retenus pour l'emplacement du futur lien interprovincial. Le conseil municipal de Gatineau s'est prononcé en faveur d'un pont sur l'Île Kettle, mais son choix se heurte à une farouche opposition du côté ontarien de la rivière des Outaouais. Les deux autres corridors à l'étude sont Lower Duck —

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)**Ottawa Seniors**

New retirement residences in Ottawa
1 and 2 bedroom apartments.
www.AlaVidaLifestyles.com

COLD-FX and the Olympics

COLD-FX, the official cold & flu
remedy of the 2010 Winter Oly
www.COLD-FX.ca

Police students headed to the Olympics

By **SCOTT TAYLOR, OTTAWA SUN**

Last Updated: 6th January 2010, 7:44am

They won't get gold medals for it, but when 300 police foundation students from La Cite Collegiale go to the Olympic Games in Vancouver next month, the jobs they'll do will be crucial to keeping the athletes safe.

The students were chosen by Contemporary Security Canada (CSC), the organization created to provide security screening services at the Games.

Police foundation professor Paul St-Onge has been working on the project for 18 months, first applying to the agency and then hosting a job fair for the CSC last September.

"It's pretty awesome," he said. "Our field placement usually takes place in April, but we were able to move it up for the Olympics."

La Cite Collegiale is the only post-secondary institution in the country the CSC recruited, primarily because all the students are bilingual. They'll be joined by others from the school's security management, radio broadcasting, photography, paramedic and recreation management programs.

"They'll be acting as screeners and supervisors," St-Onge said. "It will be exactly like what you see at airports. They'll be checking baggage and operating metal detectors and the hand-held wands."

The students will all receive airfare, accommodations, uniforms and meals while earning a salary.

Pascal Mainville, 20, will be working as a supervisor liaising with the RCMP on a continuous basis. He said the job will present challenges, but the reward will be more than worth it.

"Every day will be different. I'll be in charge of a group, so if they have questions or complaints they will come to me and if I can't fix it I'll then go to the RCMP. I'll be working side by side with them."

Mainville, who will be graduating at the end of the next semester, said working security at the Olympics is a dream.

"I'm counting down the days. I was telling my girlfriend that when I was about 13 years old Vancouver was awarded the Games and I thought that was cool because I'd be 20 then and I'd get to see it. I never thought I'd be working it."

Students will leave in intervals Feb. 3, 10 and 12. The Games will officially open Feb. 12.

scott.taylor@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Body scanners to boost airport security

U.S.-bound travellers will soon be subject to controversial safety measures in Ottawa

BY DAVE ROGERS AND MIKE DE SOUZA, THE OTTAWA CITIZEN AND CANWEST NEWS SERVICE JANUARY 6, 2010

Every day about 30 flights leave Ottawa International Airport for the United States. At this time of year, thousands of passengers are travelling on those planes with dreams of warm weather and sandy beaches.

That reverie is about to be disturbed as individuals travelling on U.S.-bound flights leaving Ottawa will soon be subject to full-body scans or pat-downs under new rules announced Tuesday by Transport Minister John Baird.

Baird said 11 scanners that employ radio waves to show images of passengers' bodies through their clothing will arrive in Canada next week and 33 more scanners ordered from L-3 Communications Holdings Inc. in New York City are expected to arrive in six to 10 weeks.

Details about the impact of the new screening procedures remain somewhat sketchy.

Federal officials did not say how many scanners will be installed at the Ottawa airport or how long the machines will take to check passengers. The manufacturer claims the scanning booths can handle 300 to 600 people an hour.

Krista Kealey, a spokeswoman for the Ottawa International Airport, said about 30 U.S.-bound flights a day will be affected by the scanning requirement, but couldn't say how much time passengers should allow for screening.

The scanners are designed to detect concealed weapons, explosives, drugs and other contraband using radio waves. They are used in 19 U.S. cities and are to be installed this month at Amsterdam's Schiphol Airport, a major European gateway.

Baird said Transport Canada has ordered the scanners because there is no higher government priority than the safety of its citizens.

"We know that there are individuals committed to carrying out acts of terrorism against our country and against our allies," Baird said. "And we know that we must remain vigilant."

The minister said he recognizes that lineups for U.S.-bound flights have been long, but it is necessary to take additional steps to protect passengers.

Rob Merrifield, minister of state for transport, said 95 per cent of passengers at Kelowna Airport, where the technology was tested, preferred the scanners to a physical search.

Screening officers will examine passenger images in a separate room and will have no contact with the people who are scanned. The officers will have no personal information about the passengers and the images will be automatically deleted afterwards.

Children under 18 will be exempt from scans.

Merrifield said the scans can detect plastic knives and plastic explosives, while current metal detectors do not. He said Health Canada has determined that the energy used in the scans is one ten-thousandth of that transmitted by a cellphone.

The government will also issue a request for proposals for passenger behaviour screening services at major Canadian airports, Merrifield said. He said such screening would be used to detect passengers showing suspicious behaviour that could be caused by fear.

Patrick Charette, a Transport Canada spokesman, said the scanners will be used in Halifax, Montreal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton and Vancouver.

The U.S. Transportation Security Administration last weekend imposed enhanced screening procedures for U.S.-bound passengers from 14 countries. Charette said Transport Canada was aware of the new regulations, but would not say which Canadians will have to submit to pat-downs or full-body scans.

"Right now this is for U.S.-bound passengers until further notice," Charette said. "As we go along we will reassess the threat. I can't tell you how long it will take for screening. The delays will depend on the lineups."

Ron McAdam, the manager of new technology for the Canadian Air Transport Security Authority, said the images of passengers' bodies will not be blurred. He said it will take about five days to train staff to use the scanners.

The 44 full-body scanners to be used in Canada will cost \$250,000 each.

The government said it believed the scanners could prevent threats such as a recent incident involving a passenger on a U.S.-bound flight who allegedly tried to detonate an explosive on board the aircraft on Dec. 25. Critics have said this type of equipment would not have been effective in that case.

Although passengers on U.S.-bound flights will have the choice between a physical search or passing through the machine for secondary screening, Baird said some suspicious travellers would have no choice about undergoing the virtual strip search.

"If you show up and you're in a T-shirt that says 'suicide bomber' on the front of it ... you're exhibiting strange behaviour and the pat-down is deemed to be insufficient, then you could very well be called upon to go in the scanner," he said.

Some advocates have suggested the government is using the recent incident to justify its plans to introduce the machines -- which could invade personal privacy -- without ensuring they actually improve airport security.

"It has not been properly debated, and it has not been properly vetted by independent security experts," said Micheal Vonn, a policy director at the B.C. Civil Liberties Association. "It has been pushed by all kinds of interests, including billion-dollar security technology interests and we do know that there are other kinds of body scanners that are much less privacy invasive that are not being viewed properly in the mix of the decision-making at all."

Vonn said the association also feared the government would eventually make the scans mandatory.

However, the office of the federal privacy commissioner said it was fully consulted on the plan and believes the new systems strike a balance that protects individual Canadians.

"Most importantly there is no correlation between image and identity," said Chantal Bernier, the assistant federal privacy commissioner. "The officer who has seen the image, does not see the passenger."

Bernier said the government provided a report on the effectiveness of the technology and protection of privacy, and would not be able to impose mandatory screening of passengers without doing an additional assessment on how it would protect privacy.

One security expert says the government's plan still has a gaping loophole since it has not increased screening on employees who work at airports such as baggage handlers, mechanics and caterers.

"You don't need to go through security with these chemicals to get them before you get on the plane," said Liberal Senator Colin Kenny, chairman of the national security and defence committee in the Senate. "People can walk up from the ramp and hand it to you."

But he added the machines would be more effective than physical searches if they are applied to all people with access to planes.

- - -

Scanner Snapshot

The federal government announced Tuesday it will purchase 44 imaging scanners to scan through

travellers' clothing and produce images of concealed objects.

Here's where other countries stand on the new technology:

Britain will use the technology, starting with London's Heathrow airport, about three weeks from now.

The EU wants privacy and health concerns addressed before it will back mass introduction.

Spain will not allow the scanners without EU agreement.

Italy's Interior minister says he wants the scanners operating soon in Rome and Milan but must overcome EU hesitance.

Germany will await test results before deciding whether to use the scanners.

Netherlands announced last week it will start using 15 full-body scanners for all U.S.-bound flights.

Thailand plans to deploy body scanners at Bangkok's Suvarnabhumi airport.

Russia has had the scanners for about two years.

Ghana has purchased one to be installed at the Kotoka airport in Accra.

The U.S. now uses body scanners at 19 airports and is considering more wide-scale use.

Nigeria said last week it will use body scanners at its international airports.

- - -

To view a video of Tuesday's airport security announcement by John Baird, go to ottawacitizen.com/videos

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Strict Quebec children's advertising law focus of study

BY TOM SPEARS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 6, 2010

TV advertisers can pitch junk food to kids in Ontario. In Quebec, the law doesn't allow ads aimed at children under 13.

Does the different rules, an Ottawa researcher wonders, make one set of kids more obese?

Monique Potvin Kent knows her children's TV. As a PhD candidate at the University of Ottawa's Institute of Population Health, she has been watching TV as seen by 600 Ottawa and Gatineau school children in her health study.

She also gets a dose of the current shows at home through her own children, aged four, 10 and 13.

Now she is trying to find out whether Quebec's laws on advertising directed at children, among the world's toughest, pay off in better health.

Studies linking TV commercials to children's diet have been done in the United States, Britain and Australia, "but there's virtually nothing in Canada," she notes.

Quebec kids are known to eat less junk, and more fruits and vegetables, than Ontario children. The Quebec youngsters have lower obesity rates, according to a 2004 Stats Can study.

And a 1980s McGill University study found that francophone Quebecers buy less sugary cereal than anglophones.

But Quebec youth also watch more TV, and are less physically active, than children in the rest of Canada.

"We've got this really unique policy" in Quebec. "But there hasn't been a lot of research that looks at what the effect is of that policy," Kent said. "Does it mean that things are different for kids?"

The Canadian Institutes of Health Research call her work "the first major study" to examine this question.

Kent started from scratch, lining up 600 Grade 5 and 6 students at 18 elementary schools, half in Ottawa and half in Gatineau. She's working under Lise Dubois, a professor with a Canada Research Chair in nutrition and population health.

The young volunteers kept a one-week diary of which TV shows they watched, and for how long; they also wrote down what they ate in a typical week. The researchers also measured each child's height

and weight.

The viewing habits don't form a simple Ontario-Quebec split; many anglophone kids in Gatineau are watching channels that come from Ontario, bringing Ontario ads.

Kent taped a week's programming from 32 channels and counted each commercial.

That's a lot of Hannah Montana, The Suite Life of Zack and Cody, Survivor, Star Académie, and Pokémon.

Kent sees that as a starting point.

"If you turn on a French station from Quebec, and then an English (Ontario) station, you'll see the commercials are different."

Kent has spent six months going through the numbers and hopes to announce results by next fall, by which time she should finally have her PhD in population health.

In the meantime, she has made one firm discovery -- she hates SpongeBob SquarePants.

"I just find it really irritating, and I'm not a big fan of shows that encourage children to behave badly."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

City to blame for green bins' lousy reputation

By SUSAN SHERRING, CITY HALL BUREAU

Last Updated: 6th January 2010, 7:28am

If you think you're sticking it to the city and some of its inept councillors by throwing out your green bin or refusing to use it, think again.

It's going to cost you your same share of the annual \$13-million-plus program whether you fill it to the brim or fill it with your garden hose.

In fact, if too many citizens dig in their heels and don't participate in the program, it could cost taxpayers far more.

Truth is, if residents don't divert more of their garbage away from the landfill, the city won't have a choice but to try to build a new one to house the crap you refuse to compost.

That would be a near-impossible task. Finding the location would be the most difficult part. As for paying for it, well, the green bin looks like a positively thrifty option by comparison.

So the joke's on you if you got rid of your green bin.

But here's the good news.

The much-maligned green bin is actually a really good thing — not that the message is getting out.

It seems the city's illustrious communications department must once again be on an extended holiday. There's more miscommunication and falsehoods circulating about the lowly green bin than you can shake a (compostable) turkey bone at.

And no one from the city appears to be rushing out to dispel the myths.

(That's right. I'm discounting those silly little TV ads featuring hungry green bins. Please.)

In the interest of helping taxpayers better understand the green bin and why we're being forced to use it, here it goes.

So you've got a big composter in your backyard, and you don't see any reason to be charged for a green bin to do the same thing.

Well, your personal composting is great. Keep doing it. You'll get rich compost for your efforts, while the rest of the population is paying \$5 a bag at their local nursery.

But your backyard composter isn't designed to do the heavy lifting.

You shouldn't be putting meat scraps, soiled pizza boxes or wax paper in it.

The green bin takes all of that and more.

Why use a green bin when all of that stuff will compost in the landfill anyway? Yes, it will eventually compost, but not before another city dump is needed. It's a slow process.

The green bin isn't about optics, and it certainly isn't about trying to save the planet. But it is being done — in large part — to meet provincial regulations for increased diversion. The city doesn't have a choice.

Yes, sadly for those who want to rant and rave, the green bin is a good thing.

How the city got here, the cost of the program, and why the city is doing it now, well, those questions are much harder

to answer.

The program should have been unveiled years earlier, but of course more than one council dillied, dallied and danced around the issue.

Why does the city have a silly little green bin game on its website? You'll have to figure that out on your own. I was going to put in a call to the city's communications department to find out, but the last question I had about the program still hasn't been answered — even though it was posed in mid-December.

So I can't tell you why the city hired a company called High Road Communications, or why I received a silly e-mail from a High Road employee saying she wanted to "reach out" to me with a new green bin video — or how much it cost the taxpayer.

Have to wonder how many communication flacks have to be hired to actually get the job done.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

3M H1N1 Flu Resources

H1N1 flu-Help Prepare Your
Business Products Help & See
Where to Buy.
www.3M.com/H1N1

How to Beat the H1N1 Flu

Get the Real Facts on H1N1.
Advice on Staying Happy & H
SniffleSolutions.com

Flu clinics open Wednesday

By **DOUG HEMPSTEAD, OTTAWA SUN**

Last Updated: 6th January 2010, 7:36am

Ottawa Public Health is hosting 28 H1N1 and seasonal flu vaccine clinics this month.

The clinics begin Wednesday, ahead of the traditional flu season, which usually begins in February. Wednesday's clinics are at Sacred Heart High School, Jean-Robert-Gauthier Elementary and Brookfield High School. Each is open from 3:30 p.m. to 8:30 p.m.

For a list of all the clinics, which run until Feb. 10, visit ottawa.ca/health or call 613-580-6744.

Both vaccines are also available at many local doctors' offices, community health centres, school campuses and some workplaces.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved